

# MIXITÉ SCOLAIRE

## Le combat des mères sort du quartier

« On savait qu'on était déterminées et qu'on ne lâcherait rien, mais on ne savait pas qu'on irait si loin. » Réunies dans une école élémentaire, des mères d'élèves replongent dans les semaines passées comme on repasse son film d'aventure préféré. Elles sont une dizaine. Et chacune ici mesure le chemin parcouru depuis quatre mois de mobilisation tous azimuts pour dénoncer le manque de mixité dans les écoles du Petit Bard.

Dans ce quartier populaire de Montpellier d'environ 6 000 habitants, quasiment toutes les familles sont originaires du Maroc. « On veut que nos enfants, citoyens français, soient considérés et éduqués comme les autres, répètent-elles. Comment voulez-vous qu'ils se sentent français alors qu'ils grandissent exclusivement entre eux ? On aimerait bien que, sur les photos de classe, il y ait des petits blonds ou des petits roux assis à côté d'eux. » Début mai, ces mères, pour la plupart vœues, décident de bloquer les quatre écoles du quartier. « Le blocage a duré dix-sept jours, raconte Sanaa, 36 ans, mère d'un enfant scolarisé ici. Ce n'est pas rien ! Pourtant, rien ne bougeait, les institutions estimaient qu'il n'y avait pas d'urgence, la presse locale ne se déplaçait même pas... Nous avons été meurtries. C'est là qu'est née notre détermination. » Toutes ces mères, Libération les avait rencontrées début juin. Elles étaient très motivées, et déjà bien

**Montpellier** Elles réclamaient des « petits blonds » dans les écoles du Petit Bard : quatre mois après, leur lutte essaima dans le reste de la France.

« Libération » est retourné auprès de ces femmes qui, malgré leur mobilisation, attendent toujours des résultats concrets.

Par **MARIE PIQUEMAL** et **SARAH FINGER**  
Correspondante à Montpellier  
Photo **NANDA GONZAGUE**

organisées. Depuis, elles ont fait du chemin : elles ont réussi à faire descendre deux conseillers de la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, à Montpellier et ont pu exprimer leurs revendications sur des plateaux télé.

### ACTIONS MILITANTES

L'école Joseph-Delteil est devenue leur QG, elles s'y retrouvent chaque jour. Elles sont une dizaine de permanentes, leurs parcours se ressemblent : toutes sont nées au Maroc, mais arrivées très jeunes à Montpellier. Aujourd'hui, elles sont mariées, la plupart mères au foyer. Ensemble, elles décryptent les textes officiels sur la mixité sociale et les organigrammes des institutions. Multiplient les courriers à la ville, au rectorat, au département, au ministère de l'Éducation. Rédigent des comptes rendus pour les autres parents. Et organisent des actions militantes comme cette projection-débat sur le thème de la mixité qui s'est tenue le 12 juin au cinéma Diagonal à Montpellier. « Nous filmons toutes nos actions, précise Sanaa. Nous avons contacté des spécialistes de la vidéo qui nous ont formées au montage. Maintenant, on filme, on monte et on diffuse sur notre site internet et notre page Facebook. Les informations sont validées en commun puis mises en ligne. » Comme la caméra, le téléphone portable réservé au collectif change de main chaque semaine : celle qui le détient informe les autres des nouveaux appels, notamment des médias. Combien de journalistes ont-elles rencontré ? « Beaucoup, on ne les a pas comptés... TFI, on n'a pas voulu les voir : ils ont débarqué ici sans prendre rendez-vous, ça ne se fait pas. »

Début juin, elles prennent contact avec Geneviève Zola, ethnologue à l'université de Montpellier, spécialiste des questions d'éducation et d'immigration. La chercheuse les prend sous son aile : « Ce mouvement représente une belle opportunité pour inventer une nouvelle gouvernance associant parents, rectorat, institutions. » Elle leur ouvre notamment les portes du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), qui organisait début juin une conférence internationale sur la mixité sociale à l'école. Le Cnesco les invite au dernier moment, pour l'ouverture de la conférence. Elles acceptent, à condition de venir à quatre : « C'est ça ou rien. » Au Cnesco, on estime que deux représentantes suffiraient. Mais les mères ne lâchent pas : finalement, elles seront bien quatre à Paris, mais l'un des voyages est payé par la « cagnotte » du comité de soutien, principalement alimentée, selon le collectif, par des parents et des syndicats enseignants. Leur mouvement gagne encore en visibilité. « Durant le colloque, tout le monde est venu nous saluer et nous encourager, se souvient Aïcha. On a aussi

rencontré des chercheurs qui nous ont donné les contacts pour joindre d'autres collectifs. » Parmi eux, le sociologue Choukri ben Ayed : « Elles m'ont interpellé, mais il n'y a rien de surprenant à cela, dit-il. Il n'est pas rare qu'on nous sollicite. Il est normal d'apporter nos connaissances. » Il a beaucoup travaillé sur cet enjeu de mixité et les raisons des blocages. « Je peux vous dire que c'est un parfait cas d'école de politiques publiques bourrées de contradictions, qui valide toutes mes recherches ! » En marge du colloque, des journalistes du Grand Journal de Canal+ les approchent. Elles déclinent dans un premier temps l'invitation (« On était là pour le colloque, pas pour les médias »). La chaîne les relance peu après leur retour à Montpellier. « Nous en avons parlé en assemblée générale, et les autres parents nous ont tous dit qu'il fallait absolument y aller », raconte Fatima. Nouveau départ en urgence. Cette fois, elles partent à neuf : quatre invitées par Canal+, cinq financées par le comité de soutien, sans compter le bébé de

Fatima, âgé de 9 mois. « C'était super impressionnant, mais on s'est

senties à l'aise », poursuit Fatima. « On est rentrées en train de nuit pour être opérationnelles dès 7h20 à Montpellier, raconte Sanaa. On est des warriors ! » Fatiguées ? « Pas plus que d'habitude. » Et les maris ? « Ils sont fiers de nous ! Et ils ont pris le relais à la maison, affirment-elles en chœur. Les repas sont prêts, le ménage est fait... »

### « DÉFI NATIONAL »

Elles ont aussi profité de cette nouvelle escapade parisienne pour organiser au pied levé un « café républicain » avec d'autres collectifs de riverains, comme Apprendre à vivre ensemble, qui fait ses premiers pas dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement à Paris. « On poursuit le même objectif : rendre concrète la mixité sociale », explique Jérôme Decuq, à l'origine de ce collectif. Il sourit. « Elles ont la pêche ces mères ! À côté de chez moi, j'ai les mêmes, à ceci près qu'elles n'ont pas l'accent du Sud. » Il est convaincu qu'il ne faut pas attendre que ça vienne d'en haut, du ministère. « Si, au niveau local, les gens se mobilisent collectivement, si ensemble on laisse les enfants dans l'établissement de secteur, ça va marcher. Ça marche ! » Salika Amara, présidente de l'association Fils et filles de la République dans le Val-de-Marne, mise sur l'effet de groupe : « Ensemble, on va peut-être réussir à créer un réseau national pour qu'enfin les choses changent. Il ne faudrait pas que cette médiatisation sur les mères du Petit Bard laisse à penser qu'il s'agit d'un problème propre à Montpellier. L'absence de mixité est vraie ailleurs : à Marseille, en Seine-Saint-Denis... C'est un défi national. » Le ministère, interpellé à plusieurs reprises, a fini par réagir. Une se-

REPORTAGE



Des membres du collectif des mères (en haut), jeudi, à l'école Joseph-Delteil (en bas) de Montpellier.

maine après le passage à Canal, deux conseillers de Vallaud-Belkacem étaient dépêchés à Montpellier. Les mères du Petit Bard ont juré qu'elles ne diraient pas un mot de l'entretien. Il faudra se contenter de la version du cabinet de la ministre: «Nous voulons écouter, entendre

tous les acteurs locaux. Mais il n'est pas question de prendre des mesures uniformes et globales depuis la rue de Grenelle. Nous souhaitons que les acteurs locaux proposent, impulsent et nous mettons à leur disposition les outils pour les accompagner dans leur démarche.»

Mercredi, l'adjointe au maire de Montpellier, déléguée à la réussite éducative, assurait être «en train d'étudier 53 demandes de dérogation émanant de familles du Petit Bard qui souhaitent inscrire leur enfant dans un autre collège que celui de leur secteur. Nous sommes bienveillants, mais nous devons rester équitables envers toutes les demandes, sans privilégier les dossiers les plus médiatisés.»

Son de cloche similaire auprès du conseiller départemental chargé des questions d'éducation, avec qui le collectif a rendez-vous le 7 juillet: «Les mères du Petit Bard ne peuvent exiger d'avoir le choix de leur collège alors que les autres familles ne l'ont pas, rappelle Renaud Calvat. Nous avons besoin de sérénité pour gérer ce dossier, pas de démagogie.» Le collectif ne digère pas que Philippe Saurel, maire de Montpellier, ne se soit toujours pas déplacé pour les rencontrer. Pas plus que le préfet. Ni le président du conseil départemental. Du coup, les mères du Petit Bard doutent de la volonté politique d'assurer une vraie mixité, alors que, clament-elles, «tous les éléments sont réunis pour mettre cette politique en œuvre».

#### «VRAIS PROBLÈMES»

Dans le quartier, un homme qui sort de la mosquée dit que ces femmes «bougent mieux que les hommes». Mais des habitantes commentent plus amèrement les actions du col-

**«Elles ont la pêche ces mères! A côté de chez moi, j'ai les mêmes, à ceci près qu'elles n'ont pas l'accent du Sud.»**

**JÉRÔME DECUG** Président du collectif parisien Apprendre à vivre ensemble

lectif: «On ne voulait pas que les écoles soient bloquées. Et les vrais problèmes ne sont pas résolus. Certaines mères ici ne cherchent même pas à apprendre le français, dans certains foyers, on ne parle que berbère. Ce qui manque ici, ce sont des représentations des institutions, des vrais repères sur la citoyenneté.»

De son côté, le collectif assure que les habitants soutiennent leur action. «On a levé le voile sur ce qui se passe dans le quartier!» lance Safia. Autour de la table, les autres rigolent: toutes sont voilées, à l'exception de Sanaa. Les vacances vont mettre leur hyperactivité entre parenthèses. Elles élaborent leur agenda de rentrée, déjà invitées à Paris par un collectif de La Courneuve. Vendredi, au Petit Bard, un repas partagé a clôturé l'année scolaire, lors d'une «fête de la mixité». ◀